

Prévention des violences faites aux femmes par la lutte contre les stéréotypes sexistes

Note de présentation des
premiers résultats

SOMMAIRE

| | |
|----------------------------|---------|
| DISPOSITIF | Page 23 |
| PREMIERS RÉSULTATS | Page 25 |
| ZOOM SUR QUELQUES PROJETS | Page 29 |
| ENJEUX ET PERSPECTIVES | Page 31 |
| RÉSUMÉ | Page 32 |
| LISTE DES EXPÉRIMENTATIONS | Page 34 |

Auteur-es : Hatharith Khieu, Aude Kerivel

LE DISPOSITIF

L'appel à projets « Prévention des violences faites aux femmes par la lutte contre les stéréotypes sexistes dès le plus jeune âge » (APDOM4) a été lancé en mai 2014 à destination des territoires ultramarins, par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse dans le cadre de son partenariat avec le ministère des outre-mer.

L'objectif général de l'appel à projets APDOM4 est de prévenir les violences sexistes, qu'elles s'expriment dans le cadre familial comme dans l'espace public.

La mise en œuvre de cet objectif repose sur des **actions de sensibilisation aux stéréotypes et aux violences sexistes dans les différentes sphères socialisatrices des jeunes**. Elles visent les jeunes, leurs familles mais également les professionnels qui les encadrent (5 projets) et s'opèrent au sein :

- du milieu scolaire et plus particulièrement dans le secondaire et le supérieur (16 projets)
- des accueils collectifs de mineurs (ACM), dans le temps périscolaire et autres (9 projets)

Une subvention d'un montant global de 1 000 000 euros a été attribuée à cet appel à projets, dont 20 % maximum réservés au dispositif d'évaluation externe.

Sur 42 dossiers déposés, 30 ont été déclarés éligibles après analyse de leur recevabilité au plan administratif. La sélection a été opérée par un jury national composé d'experts, d'institutionnels, d'acteurs de terrain et de chercheurs. Au final, 16 projets ont été retenus qui concernent les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion), Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna. Les expérimentations se répartissent de la manière suivante : huit projets se déroulent à La Réunion, deux en Guadeloupe, un en Guyane, un en Martinique, un à Mayotte, un en Polynésie française. Enfin, un projet touche plusieurs territoires ultra-marins (APDOM4_23).

L'équipe, Quadrant Conseil, a été retenue par le FEJ pour mener l'évaluation du programme.

RAPPEL DES DIFFÉRENTS AXES DE L'APPEL À PROJETS

Sensibilisation des jeunes en milieu scolaire et universitaire

Il s'agit de soutenir, notamment à travers une approche d'empowerment, des actions de sensibilisation auprès des jeunes. Espace de transmission de savoirs disciplinaires et de socialisation des jeunes, **l'École joue un rôle prépondérant dans la constitution des identités de genre**. Elle véhicule des savoirs de sens commun où les élèves apprennent et intègrent, à travers les disciplines, les interactions avec les enseignants et entre les groupes de pairs, des comportements dits « masculins » ou « féminins ».

Ce premier axe vise ainsi à sensibiliser les jeunes aux notions de dignité, d'égalité et de respect mutuel par le biais d'actions de prévention des violences faites aux femmes.

**■ Prévention des violences faites aux femmes
par la lutte contre les stéréotypes sexistes**

L'un des enjeux de cet appel à projets repose sur la capacité des projets à susciter des prises de conscience et un regard critique de la part de publics de jeunes diversifiés (territoires, niveaux de scolarisation, âges) sur la fabrication des représentations sexistes. L'apprentissage de l'égalité, la déconstruction de vecteurs de stéréotypes sexistes tels que les mythes et le langage, et un accompagnement adapté aux différents publics peuvent contribuer à prévenir les violences sexistes et sexuelles.

Les projets retenus privilégient l'information par les pairs, la mise en place et la création d'outils, notamment numériques, pour faciliter l'appropriation et l'intégration de la lutte contre les stéréotypes et les violences faites aux femmes.

Certains projets proposent des actions pour encourager la coordination des acteurs ou encore développer des actions de lutte contre les stéréotypes de genre auprès des familles.

SENSIBILISATION DES JEUNES EN DEHORS DU MILIEU SCOLAIRE

En dehors du milieu scolaire, les filles sont plus nombreuses que les garçons, petites, à fréquenter les activités de loisirs, mais dès l'entrée dans l'adolescence elles semblent plus nombreuses à quitter les structures. Une des explications possibles du décrochage des filles résiderait dans la stratification et la hiérarchisation sexuée et sociale de ce type de loisirs, et notamment au sein des pratiques sportives et culturelles. Cette segmentation entre filles et garçons s'opère aussi bien dans la répartition des filles et garçons selon les activités ou l'assignation à des rôles de genre au sein même des activités.

Les projets sélectionnés proposent des actions de sensibilisation en s'appuyant sur des outils pédagogiques permettant de favoriser au travers des activités culturelles et sportives des comportements de respect de l'autre et d'égalité propices à prévenir les violences sexistes à l'égard des jeunes femmes. Les expérimentations proposées visent notamment les accueils collectifs de mineurs, espaces intéressants pour sensibiliser les jeunes et les professionnels de l'animation. Les structures mobilisent des méthodes d'éducation à l'égalité ou d'éducation aux médias existantes en prenant en considération les contextes locaux et la spécificité des publics visés.

FORMATION DES PROFESSIONNELS EN CONTACT AVEC LES JEUNES

L'appel à projets porte une attention particulière à la formation des professionnels en contact avec les jeunes. Ce troisième champ d'intervention, transversal aux deux précédents, vise à renforcer la formation des bénévoles et professionnels encadrant les jeunes à la lutte contre les stéréotypes et violences sexistes. L'enjeu est de sensibiliser le personnel d'animation ou directement en contact avec les jeunes à une culture d'égalité et d'accroître leur capacité d'intervention dans le domaine de la prévention des violences faites aux femmes. Les projets portent sur la formation des cadres et la formation entre pairs afin d'introduire la question de l'éducation non sexiste dans les pratiques professionnelles et les modifier le cas échéant.

PREMIERS RESULTATS

Un projet a fait l'objet d'un abandon (APDOM4_29, « Lutter contre les violences faites aux femmes promouvoir-mobiliser des moyens pour agir », Wallis et Futuna) le porteur de projet n'ayant pu mobiliser les bénévoles prévus initialement pour le déploiement des actions.

En 2016, deux projets sont arrivés à terme, et 13 projets se termineront courant 2017.

Enseignements au regard des projets

LE RETOUR D'EXPÉRIENCE DES PORTEURS DE PROJETS, DIFFICULTÉS ET SOLUTIONS

Les porteurs de projet ont évoqué un certain nombre de difficultés dans la mise en œuvre de leur expérimentation.

Difficultés financières et dans la recherche de cofinancement : si les financeurs dans les territoires (administrations, collectivités, fondations...) sont connus et souvent déjà partenaires, les modes de soutien restent « précaires » (conventions annuelles, voire pluriannuelles dans le meilleur des cas). Les structures sont donc contraintes de développer des stratégies de court ou moyen terme. Beaucoup se posent la question du modèle économique à adopter et des moyens de consolidation possibles (développement d'activités lucratives, frais de participation des bénéficiaires, création de postes spécifiques de « chargé de mécénat » ou « de chargé des partenariats », etc.).

Outils proposés à destination des jeunes peu adaptés, insuffisance des moyens de communication mis en place : pour pouvoir intéresser les jeunes, il semble important aux porteurs de projets de développer des outils ludiques et interactifs pour pouvoir traiter d'une matière aussi sensible que l'est la lutte contre les stéréotypes sexistes. Pour les sensibiliser, les moyens de communication qu'il faut privilégier sont les outils dématérialisés de type réseaux sociaux (facebook, twitter...). Les jeunes sont présents sur le web et l'effet peut être démultiplié. Il semble que les supports papier (flyers, affiches...) aient une efficacité très limitée.

Difficultés de coordination avec les établissements scolaires et les partenaires en général, difficultés organisationnelles dans la mise en place des emplois du temps, manque de temps dans la réalisation des actions : pour pouvoir coordonner efficacement les actions et les partenaires, le recours à des outils de gestion semble indispensable. Les actions en milieu scolaire peuvent même se dérouler au moment des cours, en binôme avec les professeurs référents.

Changement de partenaires et manque d'adhésion de certains (notamment les enseignants) : au-delà des changements classiques au sein des organisations (arrivées et départs de chargés de missions, de référents, etc.) le changement de gouvernance du territoire après les élections régionales, par exemple, a pu générer des incertitudes sur le déroulement des projets. Ainsi, des porteurs de projet ont été dans l'obligation de planifier de nouvelles rencontres pour réexpliquer les actions engagées. Certains pour pallier le turn-over des partenaires ont pensé des outils de communication spécifiques et dédiés (brochures, vidéos, témoignages...). Certaines structures ont mené des actions spécifiques en direction des enseignants pour encourager leur adhésion.

Difficultés à mobiliser un public bénéficiaire volontaire et à le maintenir, public jeune peu mobile : le repérage et le maintien du public bénéficiaire posent moins problème sur les temps scolaires que dans le périscolaire. En effet, le public est déjà captif dans les établissements d'enseignement. Les bénéficiaires du périscolaire sont un public plus difficile à toucher. De manière générale, un nombre croissant de struc-

**■ Prévention des violences faites aux femmes
par la lutte contre les stéréotypes sexistes**

tures d'accueil de jeunes rencontrent cette situation, ayant du mal à « capter » le public pré-adolescent, adolescent voire jeunes adultes (de 10 à 25 ans) sur les temps périscolaires. Pour mobiliser et maintenir le public concerné, il semble important de mettre en avant une dimension ludique et attractive des actions pour susciter l'attention des jeunes. S'agissant des jeunes peu mobiles, il faut aller à leur rencontre, avec parfois le développement de structures nomades.

Familles peu informées et peu impliquées dans la mise en place des actions : les actions des porteurs de projet sont principalement dirigées vers le public jeune et les professionnels de l'éducation. Or, il semble indispensable d'inclure les parents des bénéficiaires dans les processus afin d'avoir une sensibilisation dans la continuité.

Premiers enseignements

SUR LA SPÉCIFICITÉ DU PUBLIC BÉNÉFICIAIRE

Le public jeune touché par les actions s'étend de 6 à 25 ans. Il comprend des scolaires (élèves de maternelle jusqu'aux étudiants du supérieur), des demandeurs d'emploi ainsi que des actifs occupés. On constate qu'un public de décrocheurs a aussi été concerné par certaines actions.

On constate que les actions mises en place par les porteurs de projets ont touché autant les garçons que les filles. La parité des participants a été respectée.

Concernant les adultes, les professionnels de l'éducation, notamment les professeurs et les animateurs, ont été largement sollicités. En lien direct avec les enfants et les jeunes, ils sont les partenaires incontournables pour la mise en place d'actions en milieu scolaire et périscolaire.

Les projets se sont principalement orientés vers les publics habitant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Les zones classées quartiers prioritaires de la politique de la ville étant nombreuses dans les outre-mer, il était indispensable pour les structures associatives d'aller à la rencontre des publics en difficulté.

SUR LA LOCALISATION ET LE PÉRIMÈTRE DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE :

Les expérimentations financées dans le cadre de l'APDOM4 sont essentiellement locales. Un seul projet a une dimension interrégionale (APDOM4_23).

La moitié des projets retenus concerne La Réunion. Ce territoire bénéficie d'un réseau dense au niveau associatif, les partenaires sont nombreux et ont l'habitude de travailler ensemble. Pour mémoire, le seul projet se situant à Wallis et Futuna a été abandonné, la structure portant le projet étant constituée essentiellement de bénévoles et n'ayant pas eu les capacités pour réaliser les actions prévues dans le dossier de candidature.

Globalement la solidité des actions mises en place est souvent dépendante de la qualité des partenariats noués. Ont été associés par exemple à ces projets :

- les structures spécialisées dans le domaine médico-social (agence régionale de santé, centre d'information sur les droits des femmes et des familles, planning familial, hôpitaux, mutuelles...);
- la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), ainsi que la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- les enseignants, les établissements scolaires, les rectorats, les universités et les CROUS pour pouvoir toucher les publics scolarisés ;

- les structures dédiées à la jeunesse (centres de loisirs, maisons des jeunes et de la culture..) pour sensibiliser sur les temps périscolaires;
- les missions locales pour avoir accès aux jeunes demandeurs d'emploi ;
- les entreprises pour accompagner les actifs ;
- et enfin, les collectivités territoriales (communes, régions).

Enseignements au regard de l'évaluation

Les objectifs assignés à l'évaluation sont d'analyser les formes, les leviers et les obstacles concernant la mise en œuvre des actions de sensibilisation des jeunes aux stéréotypes et violences sexistes dans différents environnements de socialisation (scolaire, périscolaire, familial, etc.). L'analyse doit tenir compte des spécificités propres à chaque âge et à chaque territoire. Il s'agit aussi d'étudier les conditions de coordination et de formation des professionnels en contact avec les jeunes aux principes d'éducation non sexiste, et des mécanismes d'appropriation et de pérennisation des expérimentations.

L'évaluation doit être attentive aux définitions des stéréotypes et violences sexistes ainsi qu'aux questions de genre retenues par les différentes catégories d'acteurs ainsi qu'à l'hétérogénéité des publics et des territoires.

L'examen des dispositifs doit également tenir compte des formes d'appui et de résistance qui s'expriment au sein et à la périphérie des expérimentations.

Il est attendu de l'évaluation une analyse :

1. des outils et moyens déployés pour favoriser des pratiques éducatives non sexistes en vue de prévenir les violences ;
2. des trajectoires et profils des publics ciblés par l'expérimentation ;
3. des leviers et obstacles à l'adhésion et à l'appropriation des actions expérimentées par les publics ciblés ;
4. des conditions et moyens de coordination, de structuration et de mutualisation des pratiques entre acteurs afin d'encourager la constitution d'une culture d'égalité.

Les rapports intermédiaires remis par l'équipe d'évaluation Quadrant Conseil permettent d'ores et déjà de dresser quelques constats.

En effet, des entretiens ont été réalisés avec les porteurs des 18 projets et 8 projets ont fait l'objet d'études monographiques comprenant des observations et des entretiens individuels et collectifs. L'analyse de ces monographies a permis une première typologie des actions à partir des publics ciblés et des formes d'actions :

INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES :

- Informer, sensibiliser
- Mettre en mouvement

INTERVENTION AUPRÈS DES PROFESSIONNELS :

- Informer, sensibiliser, former
- Améliorer l'offre de ressources à disposition des professionnels

Ainsi, à cette étape de l'évaluation les constats sont les suivants :

Certains professionnels sont déjà sensibilisés à la question de l'égalité femmes/hommes, d'autres non. L'intervention auprès des professionnels est nécessaire à ceux qui n'ont pas déjà une sensibilisation, une connaissance du sujet leur permettant de mener/soutenir un débat avec les jeunes.

Les projets visant à informer et sensibiliser les jeunes permettent de mettre le sujet en débat et de prendre conscience des stéréotypes en présence. Dans les débats la question de la violence et le thème de la sexualité émergent très souvent.

Certaines représentations évoluent au fur et à mesure des ateliers et des interventions. Les sujets sont parfois ré-évoqués en famille. Cependant, l'évolution des discours pendant les temps de formation ne permet pas toujours des changements de postures. Les changements de catégories mentales et de normes qui en découlent prennent nécessairement du temps, même si, dans certain cas, des changements de positionnement dans différents domaines de la vie quotidienne ou concernant la projection de soi ont été évoqués, surtout par des filles.

L'impact de la mise en mouvement a été plus difficile à évaluer, même si l'on peut faire l'hypothèse d'une expérience par le corps qui a pu s'inscrire dans les mémoires des participants.

Notons enfin que la diversité des actions, des médias, des modalités d'interventions pour chacun des projets a permis d'aboutir à une participation des uns et des autres, plus ou moins intéressés par telle ou telle action.

Le rapport final étant attendu pour l'automne 2017, des résultats et enseignements plus précis pourront alimenter les connaissances sur ce sujet d'importance et notamment sur l'impact des dispositifs mis en place sur les mentalités.

ZOOM SUR QUELQUES PROJETS

Illustration d'un projet s'inscrivant dans le cadre scolaire.

L'EXPÉRIMENTATION « DANSONS ENSEMBLE ! » PORTÉE PAR LE COLLÈGE MONTGAILLARD À LA RÉUNION, APDOM4_44

L'objectif de cette expérimentation conduite dans un établissement d'éducation prioritaire était de déconstruire les stéréotypes sexistes sur les corps par l'apprentissage de différentes danses.

Il s'agissait de permettre aux élèves du collège de développer une relation fondée sur le respect mutuel grâce à l'apprentissage de danses (tango, salsa, « danse contact ») dans lesquelles l'écoute, le partage et la confiance en l'autre sont constitutifs de la pratique. D'autre part, il s'agissait de créer une réflexion avec les élèves autour des différents stéréotypes véhiculés autour du corps de chacun, en lien avec différentes danses, et de diffuser leur point de vue, leurs représentations de départ, l'évolution des débats engagés sur de multiples événements en lien avec le thème (conflit entre filles et garçons, stéréotypes relatifs à chaque danse, etc.). ■

Présentation d'une expérimentation en dehors du milieu scolaire

LE PROJET « PARLONS-EN ENCORE » PORTÉ PAR L'ASSOCIATION ADER EN GUYANE, APDOM4_13 :

Cette expérimentation poursuivait un programme de prévention et de réduction des risques sexuels initié par l'association en 2012.

Elle consistait à croiser la prévention des risques de transmission du VIH et les rapports de genre afin de lutter contre les formes de violences sexuelles, en particulier dans les quartiers et au sein des différentes communautés guyanaises.

Il s'agissait de développer l'accès à la prévention des violences sexuelles, en tenant compte de la dynamique de genre en jeu, des populations vivant à Kourou, Sinnamary, Iracoubo et Macouria (Guyane) par le développement d'actions ciblées de prévention et l'appui aux acteurs sur la zone. ■

**■ Prévention des violences faites aux femmes
par la lutte contre les stéréotypes sexistes****Exemple d'une expérimentation concernant le cadre professionnel****LE PROJET « RÉSEAU RÉGIONAL DE RÉFÉRENT(E)S LUTTE CONTRE
LES STÉRÉOTYPES MOBILISÉ(E)S**

Projet autour de la prévention des violences faites aux femmes! » porté par l'association Chancegal à La Réunion, APDOM4_18 :

Le projet visait à structurer le réseau d'intervenants autour de la problématique des violences faites aux femmes, notamment en mutualisant les outils de prévention, encore fortement disparates et différenciés selon les territoires et les intervenants

Il s'agissait de recenser et d'initier des acteurs et des actrices volontaires qui luttent contre les stéréotypes dans le cadre de la prévention des violences faites aux femmes à La Réunion ; de les fédérer dans le cadre d'un réseau de référent(e)s ; de mettre en place des rencontres, des séances de travail intégrant des formations communes adaptées aux différents publics afin de partager une culture d'éducation et de mise en place d'actions de sensibilisation autour de la thématique ; et d'expérimenter l'harmonisation des interventions auprès des différents publics cibles pour en évaluer la pertinence et la capacité de mise en œuvre commune. ■

Présentation d'un projet interdom**LE PROJET « À QUOI JOUES-TU ? »**

Le projet « À quoi joues-tu ? » Lutte contre les stéréotypes sexistes à destination des professionnels de l'éducation d'outre-mer, porté par les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), APDOM4_23.

Cette expérimentation a déjà été réalisée entre 2004 et 2006 avec le soutien de la Commission européenne. Le projet présenté a été adapté aux contextes culturels et sociaux d'outre-mer.

Il reposait sur une démarche pédagogique et sur la conception d'un outillage (modules de formation, actions de sensibilisation, questionnement, jeux de rôles...) autour de la lutte contre les stéréotypes en milieu scolaire, périscolaire, universitaire et professionnel, dans le champ de l'éducation formelle et non formelle, à destination des éducateurs et des encadrants, et en associant les associations territoriales des CEMEA outre-mer concernées ainsi que l'association nationale.

Ce projet avait pour objectif d'adapter un programme d'éducation non sexiste initié auprès d'enfants de moins de 6 ans à des jeunes plus âgés (collège/lycée).. ■

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les expérimentations en cours n'ont pas encore livré l'intégralité des enseignements légitimement attendus. D'ores et déjà les questionnements se sont élargis et ouvrent des perspectives à approfondir.

1. POUR LES ACTIONS EN MILIEU SCOLAIRE

- Quelles sont les préalables pour qu'une structure tierce et extérieure du monde de l'éducation, intervienne dans les écoles et les universités ? Comment sensibiliser et convaincre les chefs d'établissement et les enseignants d'être partie prenante au projet ?

- Comment articuler les actions de la structure avec les emplois du temps de chacun (élèves, enseignants...)?
- Comment adapter les outils créés en fonction de l'âge du public ?
- Quelle est la place des parents dans les actions menées ?

2. POUR LES ACTIONS DANS LE PÉRISCOLAIRE

- Quelle est la plus-value des actions en périscolaire par rapport à des actions en milieu scolaire ? Comment articuler ces deux types d'actions ? Y-a-t-il des connexions à établir avec l'école ?
- Quel est le lien entre le porteur (actions isolées des associations) et le commanditaire (collectivités) ? Qui touche-t-on réellement ? Avec qui travaille-t-on ?

3. POUR LES ACTIONS EN DIRECTION DES PROFESSIONNELS

- Quelles sont les actions spécifiques pour sensibiliser un public adulte en matière de stéréotype de genre ? Quelles sont les bonnes pratiques à mettre en œuvre ? Les outils sont-ils adaptés ?
- Outre les professionnels de jeunesse, faut-il impliquer d'autres acteurs (élus, chefs d'entreprises, salariés, fonctionnaires...) pour que la portée des actions soit réellement efficace ?

RÉSUMÉ

Prévention des violences faites aux femmes par la lutte contre les stéréotypes sexistes

ENJEUX

Prévenir les violences sexistes, qu'elles s'expriment dans le cadre familial ou dans l'espace public.

La mise en œuvre de cet objectif repose sur des actions de sensibilisation aux stéréotypes et violences sexistes dans les différentes instances socialisatrices des jeunes :

- le milieu scolaire et plus particulièrement le secondaire et le supérieur (16 projets) ;
- les accueils collectifs de mineurs, temps périscolaire et autres (9 projets) ;
- ainsi que les professionnels qui les encadrent (5 projets).

APPEL À PROJETS ET PROJETS SÉLECTIONNÉS

Mise en place du programme

Date de lancement de l'appel à projets : 6 mai 2014 Date de clôture : 6 juillet 2014

Nombre de projets reçus : 42 dossiers - Nombre de projets sélectionnés : 16 projets - Durée moyenne des projets : 2 ans

Public(s) ciblé(s)

Les jeunes de 6 à 25 ans, parmi lesquels des élèves et étudiants (de l'élémentaire au supérieur), des demandeurs d'emploi des actifs occupés. Les adultes concernés sont principalement des professionnels de l'éducation dans le cadre scolaire (enseignants, conseillers principaux d'éducation...) et périscolaire (animateurs, éducateurs spécialisés...), du personnel dans le domaine médico-social (infirmiers, assistants sociaux...), des bénévoles et salariés d'association, et des parents d'élèves. Certains projets peuvent même concerner des fonctionnaires (agents de mairie, pompiers, gendarmes...), voire des élus communaux.

Territoire(s) touchés par les expérimentations : 5 départements et régions d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion), Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna.

SOUTIEN DE L'ÉTAT

Enveloppe financière : 800 000 euros ont été consacrés au financement des projets et 158 000 euros à l'évaluation.

DEROULEMENT DES PROJETS

Avancée des projets

Nombre de projets terminés : 11 Nombre de rapports finaux reçus : 6

Nombre de projets abandonnés : 1 - Nombre de projets en cours : 18 - Date de fin du programme : 16/08/2017

Principales actions mises en œuvre

En direction des jeunes : actions d'information et de sensibilisation ; méthodes interactives, participatives et ludiques (ex : Théâtre forum, improvisations, débats, tables rondes, jeux, modules thématiques, visionnage de films) ; formation de jeunes relais et éducation par les pairs.

En direction des adultes : sensibilisation et information des acteurs, modules de formations ; animation d'ateliers en binôme, groupes d'expression d'adultes ; mutualisation des bonnes pratiques, rencontres des acteurs, mise en place d'un réseau de référent.

Le développement de supports : Outils multimédias (production de vidéo, plateforme de recueil d'idées, création d'un site...); outils de gestion (tableau de bord, tableau de suivi...).

Principales difficultés évoquées par les porteurs de projets :

- des outils proposés aux jeunes finalement peu adaptés, insuffisance des moyens de communication mis en place pour toucher les jeunes;
- difficultés à mobiliser un public bénéficiaire volontaire et à le maintenir, public jeune peu mobile ;
- familles peu informées et peu impliquées dans la mise en place des actions.
- difficultés de coordination avec les établissements scolaires et les partenaires en général (ex : disponibilité)
- changement de partenaires et manque d'adhésion de certains (notamment les enseignants) ;
- difficultés financières et dans la recherche de cofinancement pour pérenniser les actions;

PREMIÈRE ANALYSE

Principaux constats

Les actions mises en place ont touché autant les garçons que les filles. Les projets se sont principalement orientés comme prévu vers les publics habitant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Au sein de leurs structures, ce sont avant tout les professionnels de l'éducation, professeurs et animateurs qui ont pris en charge les actions, **l'intervention directe (adultes/ enfant) semble avoir mieux fonctionné que la coordination et l'ingénierie de projet.**

Les expérimentations financées dans le cadre de l'APDOM4 sont essentiellement locales. Un seul projet a une dimension interrégionale (APDOM4_23). La moitié des projets retenus concerne La Réunion. Ce territoire bénéficie d'un réseau dense au niveau associatif et partenarial. Il semble que **la solidité des partenariats locaux ait un impact fort sur la capacité à toucher les publics cibles et à développer des formats d'actions structurantes.**

Sur chaque projet, on observe des apports concrets de connaissance, par exemple : l'expérimentation « Dansons ensemble ! » portée par le Collège Montgaillard à La Réunion, APDOM4_44 sur la manière dont la danse à l'école participe à la déconstruction des stéréotypes sexistes sur les corps, ou encore le projet « Parlons-en encore » porté par l'Association ADER en Guyane, APDOM4_13 sur la prévention et la réduction des risques sexuels.

Approfondissements envisageables

À l'école : quels sont les préalables pour qu'une structure extérieure au monde de l'éducation puisse intervenir dans les établissements sur ces sujets ? Comment sensibiliser et convaincre les chefs d'établissement et les enseignants d'être parties prenantes du projet ? Comment articuler les actions de la structure avec les emplois du temps de chacun (élèves, enseignants...)? Comment adapter les outils créés en fonction de l'âge du public ? Quelle est la place des parents dans les actions menées ?

Dans le périscolaire : quelle plus-value des actions en périscolaire par rapport à des actions en milieu scolaire ? Comment articuler ces deux types d'actions ? Quels autres liens tisser entre le porteur (actions isolées des associations) et le commanditaire (collectivités) ? Qui touche-t-on réellement ?

Pour les professionnels : quelles sont les actions spécifiques pour sensibiliser un public adulte en matière de stéréotype de genre ? Quelles sont les bonnes pratiques à mettre en œuvre ? Les outils sont-ils adaptés ?

ÉVALUATION DES EXPÉRIMENTATIONS - INTERVENTION D'UN ÉVALUATEUR EXTERNE ET INDÉPENDANT

Nom de la structure : Quadrant Conseil

Type de structure : privée

Principaux enseignement attendus : analyse fine sur les formes, les leviers et les obstacles à la mise en œuvre d'actions de sensibilisation des jeunes dans différents environnements de socialisation (scolaire, périscolaire, familial, etc.).

Date de remise du rapport final d'évaluation : automne 2017

LISTE DES EXPÉRIMENTATIONS

Prévention des violences faites aux femmes par la lutte contre les stéréotypes sexistes

APDOM4_08, « Lycéen-ne-s : «Tous et toutes ensemble contre les stéréotypes sexistes» », association Initiative Eco

APDOM4_13, « Parlons-en encore », Actions développement, éducation, recherche (ADER)

APDOM4_16, « Sortir ensemble, se découvrir dans la différence et se respecter », association des maisons de la famille de la Réunion – Écoles des parents et des éducateurs (AMAFAR-EPE)

APDOM4_18, « Réseau régional de référents lutte contre les stéréotypes mobilisés autour de la prévention des violences faites aux femmes », Chancegal

APDOM4_19, « Égalité filles garçons, des jeunes pour prévenir et agir », Club Animation Prévention

APDOM4_23, « A quoi joues-tu ? », Lutte contre les stéréotypes sexistes à destinations des éducateurs d'outre-mer, CEMEA Île-de-la Réunion

APDOM4_25, « La maison des adolescents s'engage dans la lutte pour l'égalité des sexes », Tama

APDOM4_26, « Vivre ensemble, s'épanouir ensemble », collège Adrien Cerneau

APDOM4_28, « L'improvisation théâtrale : outil de lutte contre les stéréotypes », Gwad-Impro

APDOM4_29, « Lutter contre les violences faites aux femmes promouvoir-mobiliser des moyens pour agir », Lea ki aluga - osez (abandon)

APDOM4_44, « Dansons ensemble ! », collège Montgaillard

APDOM4_47, « On se questionne et on s'implique pour prévenir les violences », Union des femmes réunionnaises

APDOM4_50, « Lire et construire les relations entre filles et garçons », Association Sansévèria prix carbet des lycéens

APDOM4_51, « Elèves, équipes éducatives, parents et adultes du quartier, tous contre les violences sexistes et pour l'égalité filles garçons », AD974 planning familial

APDOM4_53, « Déconstruire collectivement les stéréotypes sexistes sur l'Ile de la Réunion », UNEF La Réunion

APDOM4_54, « Embrasse-moi si tu m'aimes », Vahine orama no moorea